56e ANNEE. — N° 52

ANGERS

33, rue Saint-Laud, et 30, rue de la Roë

TÉLÉPHONES

Direction ..... } 46.68
Administration ... }
Publicité ..... }
Rédaction 46.69

Adresse Télégraphique :
PETIT-COURRIER-ANGERS

Comptes Chèques Postaux : Nantes-3917

Le Journal ne répond pas des Manuscrits communiqués

Le Petit Courrier

QUOTIDIEN REPUBLICAIN REGIONAL
à grand tirage

40 CENTIMES

Directeur-Administrateur de 1889 à 1936 : Paul CARDI

Edition de 5 heures

LUNDI 21 FEVRIER 1938

ANGERS

ABONNEMENTS 1 an 6 mois 3 mois
Maine-et-Loire et limitrophes 120.» 62.» 32.»
— — 1 mois : 12 francs
France et Colonies ..... 130.» 72.» 42.»
(Ils partent des 10, 20 et 30 de chaque mois et sont payables en souscrivant).

PUBLICITÉ :
Bureau du « PETIT COURRIER »
30, Rue de la Roë, ANGERS
AGENCE HAVAS
3, Rue d'Alsace, ANGERS
La publicité extra-régionale est reçue à l'Agence Havas, 62, rue de Richelieu, à Paris, et dans toutes ses succursales de province et de l'étranger.

Le discours, au Reichstag du Chancelier Hitler



HITLER PARLE

— Je procède actuellement, dit-il, depuis le 4 février, à un renforcement des armements de l'armée allemande qui nous permettra de parer efficacement à la menace de guerre contre l'Allemagne existant actuellement.

Le Führer annonce la reconnaissance du Mandchoukouo et précise que l'Allemagne ne rentrera plus jamais à la Société des Nations.

Puis il lance les mêmes diatribes contre le bolchevisme et verrait dans une victoire des républicains espagnols, un changement de l'équilibre européen.

Enfin, il revendique les anciennes colonies allemandes et le droit de défendre les intérêts allemands où ils se trouvent.

Berlin, 20. — Bien avant l'arrivée du Führer, tous les députés sont réunis dans la salle de l'Opéra Kroll. Tous sont en chemise noire, ou en uniforme noir, seuls MM. Hugenberg et M. Von Papen sont en civil.

Tous les membres du Gouvernement sont également présents.

On remarque particulièrement M. Von Neurath, en civil, le ministre d'Etat Meissner, chef de la chancellerie présidentielle, en civil, et le ministre d'Etat Lammers, en uniforme de la garde noire.

Dans la loge diplomatique on remarque la présence des ambassadeurs de Turquie, du Japon, d'Italie et l'ambassadeur du général Franco.

Mme Von Ribbentrop a également pris place dans la loge diplomatique.

A 13 heures, le maréchal Gœring, ouvre la séance.

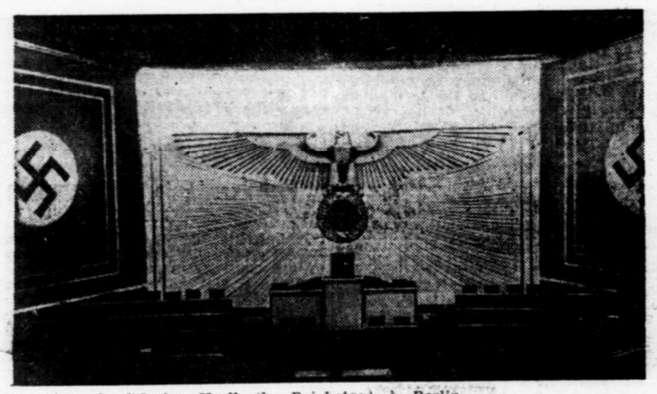
Après l'appel des morts par le maréchal Gœring, le chancelier Hitler monte à la tribune. Il est 13 h. 3.

Le discours du Chancelier

Au début de son discours, le chancelier Hitler fait allusion à la séance du Reichstag, qui aurait dû avoir lieu le 30 janvier, pour l'anniversaire du régime national-socialiste.

« Cette séance, n'a pas eu lieu, dit-il en substance, c'est parce qu'il était nécessaire, auparavant d'éclaircir des questions de politique intérieure et de politique extérieure décisives pour l'avenir de notre pays.

« Ce sont ces questions qui feront l'objet de mon discours d'aujourd'hui.



La scène de l'Opéra Kroll (le Reichstag) à Berlin où le führer a prononcé son discours

« Le jour où j'ai pris le pouvoir, poursuit le chancelier, a été un jour décisif dans l'histoire de notre peuple à cette époque, maintenant, et pour tous les temps.

« Dès aujourd'hui, il est naturel qu'on parle de l'histoire d'Allemagne, avant la prise du pouvoir et après celle-ci ».

Le Führer résume alors le caractère de l'histoire d'Allemagne avant lui par les mots historiques employés pour l'histoire de l'Allemagne sous la campagne napoléonnienne : l'Allemagne, au temps de sa plus profonde humiliation. Il rappelle les guerres de libération menées contre ce grand adversaire qu'était Napoléon.

L'humiliation la plus profonde de l'Allemagne, nous avons appris à la connaître depuis novembre 1918.

L'EFFONDREMENT DE NOTRE CARACTERE

« Ce n'est pas l'effondrement de notre armée, l'effondrement de notre économie qui firent la honte de ce temps, mais l'effondrement de notre caractère.

« M. Hitler se lance dans des considérations de philosophie politique, sur la décadence de l'Allemagne sous Weimar et son relèvement sous le régime national socialiste.

« Parmi les causes de l'effondrement du peuple allemand, déclare en substance le chancelier, il faut noter l'insuffisance des dirigeants, mais il faut dire aussi que le peuple allemand n'avait pas reçu sa forme définitive que le Reich allemand n'était pas un état parfait.

Le chancelier critique alors l'ancien empire de Bismarck qui n'était qu'un semblant d'unité par dessus les divergences, il critique également la couche des anciens dirigeant allemands, trop faibles et usés, disait-il, faisant allusion sans doute à la vieille noblesse prussienne. Il termine cette critique en s'écriant au milieu des applaudissements :

Lire la suite en 2e page.

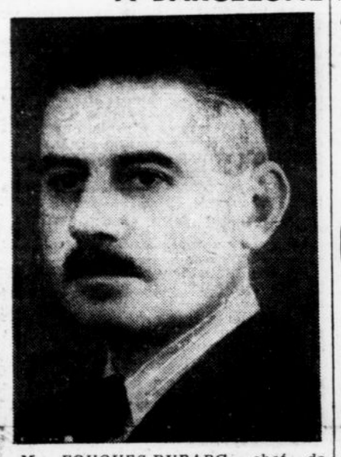
Nous commencerons demain mardi
la publication
d'un grand roman d'amour
et d'aventures policières

SOUS LE SIGNE DE MANDRIN

du Maître Romancier
Olivier DUVERGER

Tous nos lecteurs se passionneront pour
ses péripéties inouïes
ses situations pathétiques
son intrigue angoissante
sur lesquelles plane
l'ombre du célèbre bandit

CONSEILLER D'AMBASSADE A BARCELONE



M. FOUQUES-DUPARC, chef de cabinet de M. Yvon Delbos, qui vient d'être nommé conseiller de l'ambassade française à Barcelone.

Crise politique en Angleterre

A la suite de divergences au sein du Cabinet M. EDEN DÉMISSIONNE

Londres, 20. — Le difficile problème intérieur posé à l'unité ministérielle par les questions extérieures, fait ce matin l'objet de l'attention générale à Londres où l'on attend avec un sentiment qui dépasse le simple intérêt, l'issue du Conseil de cabinet de cet après-midi.

Les dernières éditions des journaux paraissant le dimanche n'observent pas la réserve des journaux à grand tirage.

« M. Eden offre sa démission » écrit le « Sunday Express », qui annonce par ailleurs que, si elle devenait effective, cette mesure entraînerait également le départ de M. Walter Elliot, secrétaire d'Etat pour l'Ecosse et celui de M. W. S. Morrison, ministre de l'Agriculture.

Suivant le même journal, le cabinet doit choisir entre deux politiques :

1°) L'arrangement rapide avec l'Italie, indépendamment d'autres problèmes, tels que la propagande antibritannique et la participation italienne aux affaires d'Espagne ;

2°) Eviter toute hâte et ne restaurer pleinement l'amitié avec Rome qu'après avoir réglé toutes les questions pendantes entre les deux pays.

Le « Sunday Express » rapporte que la première méthode est recommandée par le premier ministre et que la deuxième constitue la thèse à laquelle s'est arrêté M. Eden.

De son côté, le « Sunday Dispatch » estime que le cabinet a à faire face à la plus grave crise depuis 1931.

Mais le « Sunday Referee » estime que la situation qui déterminerait le départ de M. Eden serait si grave pour le parti conservateur qu'il y a tout lieu de penser que les choses finiront par s'arranger.



M. EDEN

Le Cabinet se réunit à nouveau dans la soirée

Londres, 20. — M. Eden a quitté Downing Street, accompagné de son secrétaire parlementaire, à 18 h. 20.

Les autres membres du cabinet restant au 10 après son départ.

La foule qui était composée d'un millier de personnes, a fait une ovation à M. Eden et certaines voix se sont élevées, criant : « Pas de pacte avec l'Italie ».

La crise politique n'a pas été dénouée par le conseil des ministres, de cet après-midi, qui reprendra ses délibérations à 19 h. 30.

En conséquence, on ne saurait, pour le moment, dire que la démission de M. Eden a été acceptée.

Ce dernier assistera, en effet, à la réunion de ce soir, au cours de laquelle un nouvel effort sera tenté pour concilier les thèses en présence.

La démission de M. Eden

Londres, 20. — On confirme que M. Eden a démissionné.

Au cours de la réunion de cabinet, qui a eu lieu entre 15 heures et 18 h. 25, le Premier Ministre et plusieurs des collègues de M. Eden, ont essayé de persuader le ministre des Affaires Etrangères, qui dans la matinée avait remis sa démission, de revenir sur sa décision.

A la fin de la réunion le secrétaire d'Etat maintenait cette décision, mais sur la prière de ses collègues il a accepté de prendre quelques moments de réflexion.

C'est alors qu'il s'est rendu au Foreign Office, où il s'est entretenu avec quelques-uns de ses collaborateurs immédiats.

Un peu plus d'une heure après il rejoignait ses collègues qui s'étaient réunis à 19 h. 30, et faisait connaître que sa décision était irrévocable.

La question qui se pose maintenant, est de savoir si ceux des ministres qui partagent en matière de politique extérieure les vues du ministre des Affaires étrangères suivront son exemple. M. Eden lui-même a, croit-on fait tous ses efforts pour qu'aucune crise ministérielle ne soit provoquée par son geste.

On croit savoir qu'avant la réunion de cabinet qui doit avoir lieu à 22 h., les ministres libéraux nationaux ont eu une consultation à ce sujet.

Des conversations particulières se poursuivront d'autre part entre les ministres.

Au cas où la démission de M. Eden n'entraînerait pas une crise ministérielle, et où la seule question qui se poserait serait celle du remplacement du ministre, c'est Lord Halifax qui deviendrait le chef du Foreign Office.

Lord Halifax ne siégeant pas à la Chambre des Communes, ce serait le premier ministre qui défendrait devant la Chambre, la politique extérieure du gouvernement.



Devant Downing-Street, de gauche à droite : Str Stanhope, Samuel Hoare, Kingsley Wood et Pailsham (dans la porte).

LES ASSASSINS DU CHANCELIER DOLFUSS SONT LIBERES



Le docteur Ruitelen qui avait été condamné après le meurtre de Dolfuss est libéré et sort de prison.

A TERUEL

LES NATIONALISTES sont entrés dans les faubourgs

Las Palmas, 20. — Radio Las Palmas annonce que selon les nouvelles qui lui sont parvenues du poste de Radio I. A. V., sur le front de Teruel, les troupes nationalistes sont entrées ce matin dans les faubourgs de la ville de Teruel.

La nouvelle a été confirmée à 11 h. 45

D'autres colonnes nationalistes poursuivent leur avance dans la direction de la route de Sagonto.

Le repli des gouvernementaux

Saragosse, 21. — L'envoyé spécial de l'Agence Havas signale qu'au cours des combats qui se sont déroulés hier autour de Teruel lès nationalistes ont fait plusieurs milliers de prisonniers.

Les pertes de l'adversaire en hommes et en matériel sont très importantes.

Les troupes gouvernementales se replient en désordre suivant une direction ayant pour axe la route de Valence qui est commandée par les nationalistes qui occupent Mansueto.

A Carabanchel

Madrid, 20. — Dans le secteur de Carabanchel, les républicains ont fait sauter, tard dans l'après-midi d'hier, une contre-mine qui a causé d'énormes dégâts dans les parapets et les fortifications nationalistes.

Depuis les lignes républicaines, on a aperçu plusieurs ambulances, ce qui fait supposer que le nombre des morts adverses est élevé.

Plus tard, les dynamiteros ont fait sauter un groupe de maisons situées près de l'hôpital militaire de Carabanchel.

Le terrain a été immédiatement occupé par les troupes républicaines.

A Guadalajara

Madrid, 20. — Dans le nord de la province de Guadalajara, les nationalistes ont tenté d'attaquer les positions républicaines situées au sud-est de la route générale d'Aragon.

La tentative a été paralysée par les mitrailleuses et par les dynamiteros.

Ces derniers ont sauté hors des tranchées et des parapets, se lançant à la poursuite des assaillants.

Les patrouilles nationalistes ont abandonné sur le terrain plusieurs morts et blessés.

Un véritable arsenal est découvert près d'Anet-sur-Marne

Meaux, 20. — Non loin d'Annet-sur-Marne, au lieu dit les Loignes, trois jeunes gens en se promenant dans une carrière non exploitée depuis trente ans, ont eu la surprise d'y découvrir un arsenal. Ils prévinrent aussitôt les autorités compétentes : les commissaires de police d'Etat, Vergnes, chef du district de Seine-et-Marne et Friedrich de Ville-Parisis, qui vinrent se rendre compte de l'importance de la trouvaille.

Ce matin dimanche, le sous-préfet M. Jacquemard, accompagné de M. Coissac substitut et de M. Seguin, juge d'instruction, a procédé à l'inventaire du dépôt d'armes, dont voici le contenu : 18 mitrailleuses dont trois modèles « Maxim », 20 fusils mitrailleurs et mitraillettes, 3 canons antichars, des pistolets automatiques, fusils de chasse, obus antiblindage, caisses de grenades, des bombes de nitroglycérine, de cheddite, de mélinite, des milliers de cartouches, des crayons lacrymogènes, etc., le tout d'un poids de trois tonnes.

Ce dépôt situé à environ 300 mètres du chemin de grande communication de Ville-Parisis à Claye-Souilly, est abritée par une voûte épaisse surplombée d'un bois, ce qui a permis la dissimulation facile. Il semble que ce dépôt soit fait depuis environ trois jours et qu'il provient de dépôts identiques de la région parisienne.

L'enquête continue

Meaux, 20. — L'enquête sur l'importante découverte d'armes et de munitions dans les carrières de Loignes près de Annet-sur-Marne, s'est continuée cet après-midi, mais les enquêteurs ne révèlent rien de leurs recherches assez difficultueuses, auxquelles préside le juge d'instruction Seguin et M. Mondanel de la sûreté générale.

Il est évident que plusieurs voyages ont dû être accomplis pour amonceler dans les carrières une pareille quantité d'armes, mais l'endroit est assez désert le soir venu pour que n'aient pas été remarquées les allées et venues qu'ont nécessitées ces transports.

LE MYSTÈRE DE CHEVREUSE



A Rambouillet, le juge d'instruction a confronté Bernardi de Sigoyer avec un mystérieux témoin, cousin de l'inculpé, ancien fonctionnaire.

Le mystérieux témoin dans les couloirs du palais de justice de Rambouillet.

LE DIMANCHE SPORTIF A ANGERS

Le Nord, supérieur a battu l'Ouest (1-0)

Le match des deux sélections fut captivant au possible et donna à la foule pleine satisfaction



Roger Godard, capitaine de l'équipe de l'Ouest, échange amicalement son fanion contre celui du Nord, que lui offre M. Bouy, président du district d'Artois.

La réforme électorale devant le petit congrès du parti radical-socialiste

Le parti se prononce pour le maintien du scrutin d'arrondissement



Une vue du Palais de la Mutualité, prise ce matin, pendant le congrès

Paris, 20. — Le « petit congrès » radical s'est ouvert à 10 h. 15, au Palais de la Mutualité, sous la présidence de M. Edouard Daladier.

M. Edouard Daladier ouvre la séance par une brève allocution.

Il remercie d'abord les Fédérations du parti radical qui, à la presque unanimité, ont approuvé l'organisation du petit congrès et lui ont renouvelé une confiance qui l'a profondément touché.

Sur la représentation proportionnelle, rien n'est venu modifier l'opinion qu'il a déjà exprimée aux congrès de Biarritz et de Lille.

Mais M. Daladier ajoute qu'il s'inclinera sans réserve devant la décision du congrès.

« Nous avons, en effet, a-t-il dit, l'impérieux devoir de tout mettre en œuvre, afin que soit maintenue l'unité du parti radical-socialiste en présence des difficultés économiques et financières de la France et de la crise de l'Europe; cette unité de notre parti est un élément important de la force française.

M. Edouard Daladier trace le tableau de ces difficultés : sur les 210 milliards que représente le revenu national, — encore ce chiffre est-il peut-être exagéré, — la moitié, 105 milliards, est prélevée par l'impôt au profit, tant de l'Etat que des collectivités publiques.

En Angleterre, l'impôt n'excède pas le quart du revenu national.



M. Albert MILHAUD à son arrivée

D'autre part, c'est une illusion de croire que la monnaie puisse être efficacement et durablement préservée par un stock d'or, c'est le labeur national qui est la véritable garantie de la monnaie.

M. Daladier montre les difficultés des industries libres et des petites et moyennes entreprises. Celles-ci risquent d'être écrasées par la hausse des produits semi-ouvrés et de certaines matières premières et aussi par les augmentations de salaires que réclament les ouvriers, victimes de la hausse incessante du prix de la vie.

Or il paraît incontestable que les petits et moyens patrons sont les véritables animateurs de l'économie. Leur ruine conduirait à une terrible aggravation du chômage.

Craignons de recommencer l'expérience de 1848. Seul, l'effort de tous les producteurs permettra d'éviter la déchéance, de rétablir progressivement notre situation financière, de consolider les réformes sociales et d'en créer de nouvelles, comme la retraite des vieux travailleurs et l'extension aux paysans, du régime le plus favorisé des allocations familiales.

Cette nécessité d'accroître la production française ,paraît encore plus évidente, lorsque nous regardons au-delà de nos frontières.

L'EQUILIBRE DE L'EUROPE

Laissera-t-on détruire l'équilibre de l'Europe ? Sera-t-il possible d'échapper au péril, en faisant à l'incendie sa part, en laissant se constituer un formidable Empire que sa masse elle-même poussera vers l'hégémonie ?

Lire la suite en 2e page.

LE DISCOURS DU FUHRER

Suite de notre information de première page

« Le 30 janvier 1933 ce n'est pas moi le premier qui était appelé pour sauver le peuple allemand c'était moi le dernier.

« Après moi il n'y avait plus personne ».

LE RELEVEMENT DE L'ALLEMAGNE

Le Führer décrit alors le processus du relèvement de l'Allemagne par le national-socialisme :

« Pendant les années de lutte, dit-il, j'ai formé le parti national-socialiste comme une réserve d'hommes et de têtes politiques. Ce travail n'avait pas de précédent dans l'histoire.

« Ainsi, lorsque j'ai pris le pouvoir légalement d'après les lois de la démocratie, j'étais prêt et le parti était prêt. C'est grâce à cela que la plus grande révolution de l'histoire a pu se faire dans l'ordre et sans effusion de sang.

« La révolution allemande n'a pas été sanglante ; elle répondait à notre caractère allemand germanique (applaudissements).

« On veut le contester. Je puis faire remarquer que le nombre des morts de nos adversaires n'atteint même pas celui des morts du mouvement national-socialiste.

« Malgré cela, une certaine presse étrangère a accablé la révolution nationale-socialiste, de mensonges et d'injures. C'était un mélange d'arrogance et de déplorable ignorance dans les états démocratiques ».

M. Hitler faisant allusion à la révolution française, demande alors :

« Je dois vous rappeler la plus grande des révolutions, qui fêta ses origines pendant un temps plus long que ne dure déjà le travail de reconstruction allemande, où la révolution bolchevique ? ».

« Je dois rappeler la révolution marxiste en Allemagne ? Je dis cela simplement pour montrer au peuple allemand combien on a menti dans le monde, sur la révolution allemande.

« La plus belle réputation de ce mensonge c'est notre succès ».

L'attaque de M. Hitler contre la révolution française a été soulignée par des applaudissements formidables de l'assemblée de même que sa phrase sur le succès national-socialiste. Le chancelier développe alors les succès obtenus par son Gouvernement depuis le 30 janvier 1933, dans le domaine économique.

RIEN NE SERVAIT PLUS A RIEN

« Rien ne servait plus à rien ,dit-il, le fatalisme s'était emparé du peuple dont le niveau de vie tombait vers le chaos bolchevique qui anéantit tout.

« A côté des apôtres bolcheviques du chaos, il y avait des égoïstes bourgeois qui attendaient le salut du profit sans effort. C'est à ce moment que j'ai pris comme chancelier la responsabilité du pouvoir ».

L'orateur rappelle en quelques mots la ruine de la classe paysanne, de l'artisanat, le chômage pesant sur les ouvriers, les usines fermées, le commerce paralysé, la santé populaire compromise par la pauvreté.

« Il y avait des enfants de quatre ans, dit-il, qui n'avaient pas encore de dents, par suite de la pauvreté et de la sous-alimentation.

« A ce moment, M. Hitler se moque avec une ironie cinglante des méthodes démocratiques de critique, d'enquêtes de commissions, d'articles de journaux, qui restent toutes sans effet.

LES ADVERSAIRES DU REGIME

« M. Hitler attaque avec colère les adversaires du régime : les réactionnaires, les bolcheviks de salons et les pasteurs qui s'en vont, en lançant des versets de la bible à travers le pays.

« Ce ne sont pas ceux-là, dit-il qui sont envoyés par Dieu.

« Je rends compte aujourd'hui au peuple allemand, mais je ne veux pas que les paresseux me critiquent dans mon travail pour la Nation.

« J'avais le droit de garantir notre travail contre ces ennemis de la nation.

« Je voudrais faire une constatation. Si l'Allemagne est aujourd'hui sauvée économiquement, elle le doit à son propre travail.

« L'étranger n'y a pas contribué.

« Nous ne savons rien, au surplus de positif fait par l'étranger pour sauver l'Allemagne et encore moins d'une aide de l'étranger.

LA THEORIE DU SALAIRE ET DE LA PRODUCTION

M. Hitler refait alors sa théorie du salaire et de la production.

« Les salaires ne peuvent augmenter, dit-il, que quand la production augmente, et que quand le travail augmente.

« Cette doctrine est impopulaire dans un temps où le mot d'ordre est : moins de travail et davantage de salaires.

« Le programme national-socialiste est un programme de production et non un programme d'argent.

« Il était nécessaire de réaliser le salut du peuple allemand, non en fixant une échelle mobile de salaires ou en manipulant la monnaie, mais en augmentant la production. »

Et M. Hitler rappelle que le revenu national du peuple allemand est passé de 46 milliards à 68 milliards de marks.

Les chiffres de la production sont passés de 37 milliards à 75 milliards; le chiffre d'affaire du commerce de détail est passé de 21 milliards à 31 milliards.

La production agricole de 8,7 milliards à plus de 12 milliards.

DES STATISTIQUES

Ces chiffres ne correspondent pas à une élévation des prix, mais à une augmentation de la production; le peuple allemand réussit aujourd'hui à couvrir ses besoins à 81 % au lieu de 75 % en 1932.

M. Hitler cite alors des chiffres de production : l'extraction du charbon a augmenté de 60 %; la production d'huile minérale de 80 %; de la soie artificielle de 100 %; l'acier de 137 %; d'aluminium de 570 %, de laine arificielle de 500 %.

Le chancelier poursuit :

« Ces chiffres sont éloquents à l'égard des prétendues démocraties. »

Après cette réflexion, l'orateur reprend son énumération statistique pour le fer, le coke, l'acier.

« Après l'Union Américaine, dit M. Hitler, l'Allemagne est devenue le plus grand producteur d'acier du monde. »

Puis le chancelier énumère les chiffres statistiques croissants de la production des machines, des automobiles, de la navigation, etc...

Il donne les chiffres des transports par chemin de fer, le nombre de kilomètres parcourus.

« Tout cela s'ets passé, déclare M. Hitler, sous un régime de paix sociale, sans luttes de classes, sans conflits. »

Il énumère les mesures sociales du régime : congés payés, l'œuvre de la joie fait la force, il justifie la politique nationale-socialiste des salariés.

« Toutes ces œuvres ont été possible, dit-il, parce qu'il n'y a plus de grèves ni de lock-out. »

« LA JOIE FAIT LA FORCE »

Il énumère le nombre des concerts, des représentations théâtrales, cinématographiques, etc... statistique de spectateurs ouvriers de l'œuvre « La Joie fait la Force ».

Il montre le développement du front du travail allemand et de l'œuvre « La Joie fait la Force ».

En énumérant ces statistiques, le chancelier s'est élevé contre « les propres à rien parlementaires » qui ne peuvent maîtriser la crise économique chez eux et qui, « se mêlent de donner des conseils ».

« Dans d'autres pays, dit-il, on excite la jeunesse contre le travail. Chez nous on lui apprend à aimer le travail. »

M. Hitler indique le nombre des auberges de la jeunesse qui ont abrité 8 millions de jeunes gens, l'année dernière. L'œuvre du secours d'hiver a produit depuis 1934 1 milliard 490 millions de contributions volontaires.

M. Hitler énumère les chiffres statistiques de la production des appareils de radiophonie et ceux des auditeurs de T.S.F. dans le Reich. Il indique les chiffres d'édition des revues illustrées, le nombre des journalistes étrangers venus visiter l'Allemagne.

L'auditoire applaudit.

« Je me suis efforcé, dit Hitler, de vous donner dans ce court exposé, les résultas de notre travail. Moi-même et mes collaborateurs, nous pouvons être fiers des résultats obtenus. Ceci est la réfutation de tous ceux qui n'ont à opposer à notre travail constructif que leur sottise maladive.

LES CRITIQUES

« Les critiques ne suppriment pas les résultats obtenus. Nous nous moquerions de cette campagne d'excitations si elles ne troublaient la paix des peuples. »

M. Hitler conclut cette partie de son exposé en disant : « Je dois compléter cette énumération éloquente à vos yeux et à ceux du peuple allemand par les actes qui resteront dans l'histoire.

« Nous avons rendu à l'Allemagne une armée. Cette armée est l'objet d'une campagne de haine, d'un journalisme méchant; mais, elle monte la garde à la frontière du Reich (applaudissements frénétiques).

« J'estime ce résultat plus important que ceux obtenus sur le terrain économique, parce que les obstacles à vaincre étaient plus grands. »

M. Hitler, faisant allusion aux nouvelles parues à l'étranger, ironise :

« On annonce à l'étranger, cinq ans après notre prise du pouvoir, que l'esprit national-socialiste vient d'envahir le ministère des Affaires étrangères, ou de s'emparer de l'économie allemande. »

Les députés rient bruyamment.

LA SOUVERAINETE DU PEUPLE ALLEMAND

« Notre devoir n'était pas d'imposer notre opinion au peuple allemand, mais de supprimer toutes les institutions qui rappelaient le souvenir de son déchirement intérieur. ».

L'orateur fait le procès du particularisme qui entretenait la faiblesse du peuple allemand.

« Il était nécessaire de combattre l'esprit préconisé par ceux qui nous ont précédés au pouvoir, et qui menaient un vrai défaitisme même militaire.

« M. Hitler insiste sur l'œuvre d'unification du peuple allemand, qui a fait disparaître les particularismes mesquins, et élargit l'horizon de tous.

« L'intérêt de la nation prime maintenant, tous les intérêts locaux.

« Il n'y a qu'une souveraineté : la souveraineté du peuple allemand dans son ensemble.

« Le National-Socialisme n'est pas une dictature. Il est un état qui non seulement mobilise mais organise la nation.

« Le national-socialisme n'a pas conquis le 4 février le ministère des Affaires Etrangères, mais il possède toute l'Allemagne, depuis que je suis Chancelier.

« Il n'y a pas dans cet état des institutions, qui ne soient pas nationale-socialistes.

« La plus grande garantie à l'intérieur et à l'extérieur du national-socialisme, c'est qu'il s'est emparé absolument, de toutes les institutions allemandes, et avant tout de l'armée national-socialiste.

« Quand il y a 20 ans, j'ai rédigé le programme national-socialiste, j'ai indiqué comme premières mesures, la suppression de l'armée mercenaire, qui nous avait été imposée, par le traité de Versailles, et l'institution d'une véritable armée nationale.

« Cela je l'ai proclamé au moment de l'humiliation, la plus profonde de l'Allemagne.

« En cinq ans, je l'ai réalisé. (Applaudissements formidables).

L'ARMEE

« Que nos critiques étrangers croient s'ils le veulent à un désaccord entre le nationalisme et l'armée, cela nous est égal.

« Mais qu'ils ne s'avisent pas d'aller plus loin. Il n'y a pas de problème à l'intérieur du national-socialisme.

« Tout le monde porte l'insigne de souveraineté national-socialiste sur sa poitrine.

« Tous sont prêts à défendre le Reich jusqu'à leur dernier souffle.

« Tout le monde est soumis à l'autorité unique. »

La voix du führer se perd dans des applaudissements formidables.

« L'armée allemande est dévouée aveuglément au national-socialisme et le peuple national-socialiste est dévoué au même degré, à l'armée nationale-socialiste. »

M. Hitler remercie « ceux qui l'ont aidé à construire cette armée merveilleuse ».

Il s'adresse en particulier au maréchal von Blomberg, dont j'ai pu, dit-il, réaliser le vœu de repos.

Il remercie également le général von Fritsch, dont le travail a été exemplaire et tous les autres, dont les sentiments ont été au-dessus de tout éloge.

« Nous savons, dit-il, ce que la Reichswehr de 100.000 hommes a fait pour permettre la création de la nouvelle armée.

« Les circonstances actuelles ont nécessité une concentration plus étroite des forces dans la même main.

« En prenant moi-même le commandement de l'armée j'espère avoir réalisé ce but. (Applaudissements).

L'AMOUR DE LA PAIX ! ET LES COLONIES !

« Autant nous assurons le monde de notre amour de la paix, autant nous tenons à lui déclarer que cet amour ne comporte pas de renoncement.

« Si des excitateurs et des empoisonneurs internationaux veulent briser la cohésion intérieure du peuple allemand, une grêle d'acier et de fer s'abattra sur eux. »

M. Hitler souligne alors la nécessité pour le peuple allemand de posséder des colonies.

« Quel que soit, dit-il l'effort de production que nous fassions, il ne peut pas suppléer à notre manque d'espace.

« Aussi, d'année en année, s'élèvera plus forte la réclamation que l'Allemagne fait en ce qui concerne ses anciennes colonies qui lui ont été enlevées par des nations pour lesquelles elles représentent des objets sans valeur, tandis que pour nous elles seraient indispensables.

« Je ne veux pas marchander ce droit contre des crédits.

« Nous ne voulons pas de crédits.

« Il n'y a pas d'économie mondiale qui puisse remplacer une autonomie économique nationale et souveraine.

« J'exprime une fois de plus ma profonde méfiance contre toutes les soi-disant conférences.

« Si mon programme, en 1933, avait été d'attendre qu'une conférence économique internationale résolve les problèmes nous serions peut-être maintenant quinze millions de chômeurs.

« Je ne veux pas mélanger des questions économiques avec des questions politiques qui n'ont rien à voir avec elles, telles que la rentrée de l'Allemagne dans la Société des Nations.

« Pour couper court à toutes les remarques des journalistes démocratiques, je voudrais déclarer :

« En 1919, on nous a imposé un traité de paix accompagné de phrases destinées à calmer la mauvaise conscience de ses auteurs.

« On a voulu faire de ses clauses la règle immuable de la communauté des peuples sur terre.

CONTRE LA S.D.N.

M. Hitler développe alors les arguments habituels contre la S.D.N.

Il prononce à cette occasion le nom de Stresemann, qui y fit entrer l'Allemagne.

« Il faut s'entendre, dit-il. La violence est le droit, ou elle est la justice.

« Si c'est vrai aujourd'hui, c'était vrai autrefois.

« On nous dit que cela va changer. Des politiciens anglais seraient prêts à nous rendre nos colonies, s'ils étaient sûrs que nous nous comportions d'une manière juste à l'égard des indigènes.

« Mais aucune conquête coloniale ne s'est faite par voie de plébiscite.

« Je comprends que la S.D.N. soit là pour défendre le droit acquis jadis par la violence.

« Nous demandons à la S.D.N. de mieux comprendre la question d'Abyssinie.

« Nous déclarons que nous n'avons pas l'intention de nous mêler d'affaires qui n'intéressent pas la nation allemande, mais si quelque part des intérêts allemands sont en jeu, nous n'attendrons pas l'appui de la S.D.N. mais nous résoudrons nous-mêmes les devoirs qui nous incombent.

« Nous n'attendons rien d'une institution qui se refuse à reconnaître des faits établis.

« Si la S. D. N. durait 100 ans, ou aboutirait sans doute à une situation comique, car il y aurait peut-être de nouveaux états qui existeraient et qu'on ne voudrait pas reconnaître. (Rires et applaudissements).

LA RECONNAISSANCE DU MANDCHOUKOUO

M. Hitler annonce la reconnaissance du Mandchoukouo.

Il déclare que l'Allemagne ne rentrera plus jamais à la S.D.N.

L'ATTAQUE CONTRE LE BOLCHEVISME

Le chancelier Hitler déclare que l'Allemagne est prête à collaborer comme elle l'a toujours fait, avec toutes les nations, il excepte un seul état : la Russie soviétique.

Il se lance alors dans une violente diatribe contre l'idéologie de destruction que représente le bolchevisme, la propagande bolchevique dans tous les états : nous sommes contre ces ennemis impitoyables.

« Si nous n'avons pas laissé détruire l'Allemagne de l'interieur, nous ne la laisserons pas détruire de l'extérieur par la puissance matérielle de Moscou.

« Une conquête d'un état par le bolchevisme déplace l'équilibre du monde car cet état n'est plus souverain, mais aux ordres de Moscou.

« Je crois plus volontiers ce que déclare M. Staline quand il parle de ses intentions, que ce que dit un ministre britannique.

« Je crois qu'une défaite du Japon en Extrême-Orient ne serait à l'avantage d'aucun peuple d'Europe, mais uniquement à celui de la Russie bolchevique.

« Je crois que la plus grande victoire du Japon serait beaucoup moins dangereuse, pour la culture du monde, que ne le serait une victoire bolchevique.

LA GUERRE CIVILE ESPAGNOLE

« L'Allemagne avait en Asie des possessions, mais on l'en a chassée.

« De même l'Allemagne n'a pas d'intérêts territoriaux dans la guerre civile espagnole. »

M. Hitler annonce qu'il verrait dans une victoire des Républicains espagnols, un changement de l'équilibre européen, car l'Espagne deviendrait une section de l'Internationale de Moscou.

Tous les hommes d'Etats européens devraient se rappeler que si M. Mussolini n'avait pas vaincu en 1922, l'Italie serait devenue bolchevique.

Quelles en seraient les conséquences pour la culture européenne ?

L'ŒUVRE DE M. MUSSOLINI

« L'œuvre de M. Mussolini est une œuvre séculaire.

« L'état dans lequel se trouve l'Italie est comparable à celui de l'Allemagne.

« L'Italie est un peuple résolu à prouver son idéal, même contre la S. D. N.

« Dans la guerre espagnole, l'Allemagne et l'Italie ont la même conception : garantir l'indépendance d'une Espagne nationale.

« L'union des deux Etats, Italie et Allemagne, avec le Japon, constitue un obstacle formidable pour la diffusion du bolchevisme. »

M. Hitler renouvelle qu'il n'a posé à la France aucune exigence territoriale, depuis le retour de la Sarre au Reich.

Il n'existe pas de possibilité de conflit. Ce qui trouble la coopération de ces deux Etats, c'est une campagne de Presse incroyable, et il est de plus, incroyable qu'on entende dire aux hommes d'Etat étrangers, qu'il n'existe pas de possibilités légale de régler cette question.

« Nous ne pouvons fermer les yeux sur les conséquences de cette excitation, ignorer qu'à la suite des mensonges internationaux, la haine monte contre notre pays.

« On empoisonne l'âme des peuples, c'est un danger pour la paix.

« Nous n'admettrons pas qu'on nous couvre de bave.

« A partir de maintenant nous répondrons, et nous répondrons avec la méthode nationale-socialiste. »

M. Hitler fait alors allusion aux fausses nouvelles parues dans la Presse étrangère sur les événements du 4 février, en les énumérant : occupation de la Chancellerie, fermeture des frontières, affaires juives, un général aurait pris contact avec M. Daladier, la fuite de quarante généraux allemands, etc., etc...

« On a dit que je n'avais pas de voix; on peut voir que j'en ai encore, déclare M. Hitler ironiquement, après ses 2 h 30 de discours.

L'assistance applaudit.

« Il y aura peut-être des journalistes étrangers pour dire que je n'ai fait que les gestes et que derrière moi on avait placé un phonographe.

POUR PARER A LA MENACE DE GUERRE CONTRE L'ALLEMAGNE

« Je recommande aux députés anglais de cesser de s'occuper d'Allemands coupables de haute trahison

« Qu'ils ne croient pas que leurs protestations puissent avoir une influence sur les tribunaux allemands.

« Les intérêts du peuple allemand, c'est le peuple allemand seul, qui en décide, et non pas une délégation de parlementaires britanniques.

« J'ai procédé depuis le 4 février, à un renforcement des armements de l'armée allemande qui nous permettra de parer efficacement à la menace de guerre contre l'Allemagne existant actuellement.

« La campagne de presse internationale contre la paix, ruine les efforts pour la conciliation internationale et elle continuera à le faire tant que les gouvernements ne l'empêcheront pas.

« Nous sommes heureux de constater que dans beaucoup d'états européens on observe à notre égard une sincère neutralité.

« Nous voyons l'inconséquence économique et politique des frontières de Versailles ; aux frontières immédiates du Reich, vivent 10 millions d'Allemands, séparés de nous.

« Ces Allemands pendant la guerre ont combattu avec nous.

« Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, qui se trouve dans les quatorze points de M. Wilson, ne peut pas être méprisé, sous prétexte qu'il s'agit d'Allemands.

« Cela devient à la longue insupportable pour une puissance mondiale consciente d'elle-même.

« On ne peut pas séparer de la totalité du peuple une de ses parties.

« Nous savons qu'il n'y a guère de frontières parfaites en Europe, mais il serait d'autant plus nécessaire d'éviter le martyr des minorités.

QUAND L'ALLEMAGNE ETAIT FAIBLE

« Quand l'Allemagne était faible et impuissante, elle était obligée d'accepter la persécution des hommes allemands qui sont à sa frontière.

« Maintenant, nous saurons défendre les intérêts allemands, où ils se trouvent, et parmi ces intérêts, se trouvent ceux de ces hommes allemands à nos frontières, qui ne peuvent pas eux-mêmes assurer les libertés culturelles et nationales.

M. Hitler fait alors allusion aux bonnes relations avec la Pologne, qui sont dues au fait qu'à Varsovie n'existait pas de parlementarisme démocratique, mais que c'était le maréchal Pilsudzki, qui avait le pouvoir.

« La question de Dantzig, dit-il, a perdu maintenant qu'un nouveau haut commissaire s'y trouve, son caractère menaçant pour la paix européenne.

L'AFFAIRE AUTRICHIENNE

M. Hitler annonce avec émotion qu'il a réussi à réaliser une œuvre de réconciliation avec un peuple, qui lui tenait particulièrement à cœur.

« Une situation devenue insupportable appelait la violence qui aurait pu entrainer aux pires catastrophes.

« Je suis heureux, dit-il d'annoncer qu'elle a été résolue.

« Le but de la rencontre avec le chancelier Schuschnigg était de donner à la partie nationale-socialiste de la population autrichienne, les mêmes droits qu'au reste de cette population dans le cadre de la constitution, et des lois existantes.

« Je tiens à remercier aujourd'hui le chancelier fédéral autrichien d'avoir accepté mon invitation et de la compréhension qu'il a eue pour mes suggestions dans l'intérêt des deux faits et dans l'intérêt du peuple allemand tout entier (appl. prolongés).

« Je crois que nous avons par là, apporté une contribution à la paix européenne.

« Tous ces excitateurs démocratiques qui parlent sans cesse de paix et qui poussent à la guerre, sont furieux de cette œuvre de réconciliation.

POUR LA PAIX

« L'Allemagne continuera à faire ce qui est en son pouvoir, en faveur de la paix. Nous avons des relations amicales avec de nombreux pays, la Bulgarie, la Yougoslavie, de nombreux autres, mais avant tout nous collaborons étroitement avec l'Italie et le Japon qui combattent comme nous, le Komintern.

« Le peuple allemand n'est pas un peuple guerrier, mais un peuple de soldats. Il aime la paix.

« Ce qui m'a toujours soutenu depuis que vous m'avez donné les pleins pouvoirs pour accomplir mon œuvre, c'est ma foi au peuple allemand.

« Le parti, l'Etat, l'armée ne sont que des institutions ; ce qui domine tout, c'est le peuple allemand ».

M. Hitler remercie alors tous ses collaborateurs, sans lesquels, dit-il, je n'aurais pas réussi à accomplir cette œuvre. Il termine par un appel à la providence, pour qu'elle lui donne, ainsi qu'à tous les allemands, le courage de ne reculer devant aucun danger, et par le cri de « Vive l'Allemagne ».

La fin de la séance

Le maréchal Gœring prend ensuite la parole pour remercier le Führer de son exposé et l'assurer du dévouement absolu et total du peuple allemand. Il invite les députés à pousser un triple « Sieg Heil ».

La salle debout se livre à cette manifestation. Le maréchal Gœring déclare la séance close.

Les députés entonnent alors le « Deutschland Uber Allès » et le « Horts Wessel Lied ».

MM. Chautemps, Delbos et Sir Eric Phipps conférent

Paris, 20. — A la suite du discours prononcé au début de l'après-midi au Reichstag par M. Hitler, M. Camille Chautemps est venu rejoindre M. Yvon Delbos à 17 heures au Quai d'Orsay.

Le Président du Conseil et le Ministre des Affaires Etrangères ont longuement examiné la situation telle qu'après l'entrevue de Berchtesgaden.

Les déclarations du Führer sont venues la préciser.

Les milieux officiels français, d'ailleurs ne fixeront leur position qu'après l'étude indispensable de ce document capital, qui marque pour le moins une étape importante dans la politique européenne.

Cette situation se trouve encore obscurcie par les divergences survenues au sein du cabinet britannique, en un moment aussi décisif.

Les milieux politiques suivent avec la plus grande attention l'évolution de la crise gouvernementale anglaise et l'idée d'une démission de M. Eden n'est pas sans provoquer une certaine émotion.

Quelle que soit la solution qui interviendra dans la situation ministérielle à Londres, le gouvernement français n'arrêtera vraisemblablement son attitude définitive qu'après avoir pris contact avec le cabinet britannique, la collaboration des deux grandes démocraties, qui repose sur une telle identité d'idéal, et une si forte volonté commune de paix des intérêts géographiques et politiques si étroitement associés, s'imposant plus que jamais dans les conjonctures internationales présentes.

A 20 h. 30, Sir Eric Phipps, ambassadeur d'Angleterre à Paris, venait au Quai d'Orsay où il s'entretenait une vingtaine de minutes avec M. Camille Chautemps et M. Yvon Delbos.

Le Président du Conseil et le ministre des Affaires Etrangères conféraient après jusqu'à 21 heures avec M. Alexis Léger, secrétaire général du Ministère des Affaires Etrangères; M. Corbin, ambassadeur de France à Londres et M. Massigli, directeur politique.

Au total, M. Camille Chautemps et M. Yvon Delbos étaient restés ensemble près de quatre heures.

Les déclarations de M. Hitler dont on ne conteste pas la gravité, ont été cependant à Paris accueillies avec sang-froid.

A RENNES UNE RÉUNION A LIEU EN FAVEUR DE LA R. P.

Rennes, 20. — Continuant la campagne en faveur de la R. P., le comité d'action pour la représentation proportionnelle a organisé, hier soir, au Palais Saint-Georges, à Rennes, une réunion présidée par M. Chateau, maire de Rennes.

Devant un auditoire nombreux, parmi lequel on remarquait de nombreux parlementaires, élus cantonaux, maires et personnalités de la région bretonne, MM. J. Lecacheux, député de la Manche ; Pierre Tremintin, député du Finistère ; André Bardon, ancien sous-secrétaire d'Etat ; E. Moncelle, député, ancien vice-président de la Chambre ; J. Hennessy, député, ancien ministre, président du groupe parlementaire de la R. P., ont pris successivement la parole en faveur de cette réforme.

UN ACCIDENT AU COURS D'UN VOL A VOILE

Deux morts

Nancy, 20. — Cet après-midi, à Neuves-Maisons, un accident, au cours d'expériences de vol à voile, a coûté la vie à deux aviateurs : le moniteur Martin et un de ses élèves, nommé Boulay.

Ceux-ci avaient déjà réussi plusieurs exercices lorsque leurs appareils se heurtèrent et les pilotes furent tous deux précipités sur le sol.

On se porta à leur secours mais on ne releva que deux cadavres.

Martin était recordman du vol à voile

Il avait à son actif un vol de deux heures de Neuves-Maisons au plateau de Malzeville au cours de fêtes aériennes.

Dernière Heure

Par fil spécial

LA R. P. DEVANT LE PETIT CONGRÈS RADICAL-SOCIALISTE

(Suite de notre information de 1re page)

Telles sont les préoccupations des hommes qui veulent sincèrement la paix avec tous les peuples, quel que soit leur régime politique, mais qui ne conçoivent pas la paix dans la servitude.

M. Daladier se défend d'insister sur ces problèmes puisque des négociations diplomatiques sont en cours.

Il conclut en montrant que tous les Français, sans renoncer à leurs propres doctrines, devaient travailler à renforcer la défense nationale ; celle-ci reçoit d'ailleurs une impulsion nouvelle de l'organisation récente.

Il montre les progrès déjà réalisés et qui seront encore accrus avec rapidité, par des mesures nouvelles, récemment adoptées.

« Mais, dit-il, la défense nationale, ce n'est pas seulement le soldat, le marin ou l'aviateur qui l'assurent, mais aussi le savant, l'ingénieur, l'ouvrier, le paysan.

Seuls, l'accroissement de notre production, le maintien de l'ordre intérieur dans le respect des lois, la conciliation des intérêts et leur soumission à l'intérêt général, nous permettront de maintenir et de renforcer nos alliances et nos amitiés.

C'est de notre effort tenace et volontaire, que dépend aujourd'hui, la sauvegarde de la paix.

La séance

Lorsque M. Chautemps fait son entrée dans la salle des séances, les applaudissements éclatent de toutes parts.

Le chef du Gouvernement s'assied au bureau, où, aux côtés du président et de M. Pierre Mazé, secrétaire général du parti, a déjà pris place M. Ed. Herriot, président de la Chambre.

MM. Maurice et Albert Sarraut, Georges Bonnet, Guy La Chambre, Marc Rucart, Laurens, Monnerville sont dans la salle, parmi les militants.

M. Henri Guernut succède à la tribune à M. E. Daladier.

L'ancien ministre de l'Education Nationale énumère tous les arguments qui, à son avis, militent en faveur de la R. P.

Après le long exposé de M. Guernut, M. Crutel prend la parole. Il conclut que la R. P. est un danger pour le parti radical.

La séance est renvoyée à 15 heures.

LA SEANCE DE L'APRES-MIDI

La séance du congrès radical est reprise à 15 heures.

M. Jean Odin, sénateur de la Gironde, prononce un vigoureux plaidoyer, souvent fort applaudi, en faveur du scrutin d'arrondissement.

MM. Jean Odin et Octave Crutel, partisans du scrutin d'arrondissement, déposent sur le bureau du congrès la motion suivante :

« Le congrès, considérant les difficultés qui sollicitent la vigilance du pays, tant dans les domaines économique, social et monétaire que sur le plan de la situation extérieure, décide de ne pas le lancer dans une aventure électorale ; repousse la R. P. et passe à l'ordre du jour. »

Les orateurs se succèdent, puis on vote sur l'ordre du jour hostile à la R. P., de MM. Odin et Crutel.

Le vote a lieu au scrutin public, chaque délégué mandaté par sa Fédération n'ayant qu'une seule voix.

La motion Odin-Crutel est votée par 258 voix et 130 abstentions, sur 429 votants ; il y a un bulletin nul.

Le congrès est clos à 18 h. 45.

AU MANS, UN PLANEUR HEURTE UN ARBRE

Le jeune pilote est tué

Le Mans, 20. — Ce matin, sur le terrain d'aviation du polygone, au Mans, André Drouet, gé de 17 ans, né à Mayenne, et demeurant au Mans, faisait du vol à voile, lorsque ayant heurté un arbre, l'appareil vint s'écraser au sol.

Le jeune homme, le crâne fracturé, expira peu après.

Le Procureur de la République a ouvert une enquête.

L'attentat contre M. Penzera l'industriel lyonnais

Lyon, 20. — MM. Cohendy, juge d'instruction; Pascal, substitut du Procureur de la République et Giraudet, sous-chef de la Sûreté, se sont rendus aujourd'hui au domicile de M. Panzera, attaqué la nuit dernière dans les circonstances que l'on connait.

Les trois magistrats ont procédé à toutes les constatations utiles et ont saisi sur les lieux une balle de revolver du calibre 7 mm. 65.

Ils se sont ensuite rendus au chevet du blessé dont l'état est toujours grave mais non désespéré et lui ont fait subir un interrogatoire sommaire.

Les enquêteurs ont émis l'hypothèse d'un différend d'ordre commercial.

Une commission rogatoire à un département voisin aurait été envoyée.

Regards sur le monde...

PARIS

Paris, 20. — Le jockey G. Bershand, âgé de 16 ans, a fait une mauvaise chute aujourd'hui, à Auteuil, avec le cheval Pistolet, dans la deuxième course. Transporté à l'ambulance du champ de courses, il y est décédé peu après son arrivée. Sa mort est attribuée à une lésion des vertèbres cervicales.

PROVINCE

Bourg, 20. — Une explosion s'est produite dans les ateliers d'une usine de matières plastiques d'Oyonnax (Ain). L'incendie qui s'est déclaré a détruit un bâtiment. Les dégâts sont très importants.

La Rochelles, 20. — On annonce la mort, à Etaules, du docteur Arrou, membre de l'Académie de chirurgie.

Bordeaux, 20. — Cet après-midi, vers 16 heures, une machine qui devait remorquer le train de voyageurs n° 608 partant de la gare de Bordeaux-Bastide a heurté violemment la rame de wagons. Sept personnes ont été blessées mais peu grièvement.

ETRANGER

Rome, 20. — Un avion bimoteur qui participait au rallye saharien s'est écrasé au sol à proximité de Rome. Les cinq personnes qui composaient l'équipage ont été tuées.

Le Caire, 20. — Les débris d'un avion et les cadavres de ses trois occupants ont été trouvés par une patrouille de gardes-frontière, près de la côte du désert occidental, à 130 milles du Caire. On croit qu'il s'agit de l'avion des italiens Varzi, Oliviera et Rinaldo qui tentaient de battre le record Gênes-Le Cap. Leur appareil avait disparu entre Benghazi et Le Caire.

Santiago du Chili, 20. — Un avion dans lequel avaient pris place M. Eugène Stramm, attaché commercial de France et M. Noël Tremembert, s'est écrasé sur le sol hier, au champ d'aviation de Cerrillos, près de Santiago et a pris feu. M. Tremembert a été carbonisé. M. Stramm grièvement blessé est mort ce matin.

ANGERS

CALENDRIER

52e jour de l'année

Soleil : lever, 6 h. 51; coucher, 17 h. 19
Lune : lever, 0 h. 27; coucher, 9 h. 35
Fête de demain : Sainte Isabelle

LE TEMPS QU'IL FERA

Paris, 20. — Voici les prévisions météorologiques régionales pour la journée du 21 :

Région Ouest. — Belles éclaircies nocturnes suivies de nombreux brouillards matinaux, surtout dans les régions Centre-Ouest et Sud-Ouest. Beau temps ensoleillé ensuite. Vent du secteur Nord-Est faible. Minimum de température en faible baisse sur celui de la veille.

MEMENTO

AUJOURD'HUI

Service pharmaceutique. — De jour jusqu'à 14 heures : MM. Emeriaud, 57, rue de Frémur, et Godefroy, place Ney. — De nuit : S'adresser au Commissariat Central, impasse de la Mairie, ou dans les commissariats de quartier.

Présentation de la brigade cycliste de la police. — 15 heures : Cour de l'Hôtel de Ville.

Réunions. — 20 h. 30. Chemellier : Section d'Angers des Détaillants de l'Alimentation.

Conférences. — 20 h. 30, Salle Saint-René : M. Marcel Poimbeuf, sur : « L'Eglise et les travailleurs ». — 20 h. 30, Palace : Société de Géographie Commerciale ; M. E. Rozé, sur « En yacht de Paris en Hollande, par la Marne, les canaux, et le Rhin ».

Cours municipaux. — 18 h. 15, rue du Musée : Allemand.

SPECTACLES

Grand-Théâtre. — 20 h. 30 : « Le coup du Crochet » et « Marianne complote ».

VAUBAN. — Soirée 8 h. 45 : **Le Fauve.**

SELECT-BAR. — Dancing 17 et 21 h.

nos échos

CARNET DE FIANÇAILLES

C'est avec un vif plaisir que nous apprenons les fiançailles de Mlle Simone Gaignard, fille de M. et Mme Gaignard, et petite-fille de M. Bonamy ex-maire de Mûrs, décédé, avec M. Arsène Lenain, fils de Mme veuve Lenain si sympathiquement connue dans le Segréen.

En cette heureuse circonstance, nous adressons nos plus vives félicitations aux nouveaux fiancés et nos compliments aux deux honorables familles.

L'ACTION DE NOS PARLEMENTAIRES

Une proposition de loi en faveur des voyageurs et représentants de commerce

MM. **Louis Rollin, André Cointreau, Robert de Grandmaison, Jean Montigny** et plusieurs de leurs collègues viennent de déposer sur le bureau de la Chambre une proposition de loi tendant à maintenir aux voyageurs et représentants de commerce les tarifs en vigueur à fin février 1937 sur les chemins de fer.

EXPOSE DES MOTIFS

Messieurs,

La majoration des tarifs de chemins de fer, intervenue au cours de 1937 et celle prévue pour le 1er janvier 1938, réalisent une majoration de 56 %.

Si cette augmentation excessive n'a qu'une répercussion occasionnelle auprès des citoyens n'empruntant qu'exceptionnellement les chemins de fer, il n'en est pas de même auprès des voyageurs et représentants de commerce, utilisant chaque jour, et plusieurs fois par jour, les chemins de fer pour de longs parcours.

En raison de la situation difficile, les employeurs ne procèdent à aucune revision des conditions de rémunération et les voyageurs et représentants de commerce sont dans l'obligation de supporter seuls les augmentations de tarifs, alors que l'ombre d'entre eux ne peuvent déjà plus couvrir leurs frais professionnels.

Il serait paradoxal de frapper, à nouveau et durement des travailleurs indispensables à l'économie nationale et grands usagers des chemins de fer dans leurs conditions de travail, alors que parallèlement, les grands réseaux multiplient les avantages pour généraliser l'utilisation des loisirs en fin de semaine et instituent des tarifs de faveur au bénéfice des fervents des sports d'hiver.

***

Nous avons garde de nous élever contre les efforts réalisés pour la diffusion des sports et l'extension de l'utilisation des loisirs à de nombreux travailleurs, mais nous avons l'obligation absolue d'assurer des tarifs non prohibitifs aux voyageurs et représentants de commerce qui emploient les chemins de fer pour leur travail et assurent aux compagnies, la presque totalité des marchandises transportées.

En conséquence, nous avons l'honneur de déposer la proposition de loi suivante :

PROPOSITION DE LOI

Article premier. — A dater du 15 janvier 1938, la réduction à laquelle ont droit les voyageurs et représentants de commerce sur le prix des billets de chemins de fer est portée de 50 à 60 %.

Art. 2. — Le même taux de réduction est applicable au prix de la carte d'abonnement G. V. 101.

Art. 3. — Le même taux de réduction est applicable aux prix des droits d'enregistrement et à l'excédent du minimum en franchise.

Art. . — Les avantages attachés à la carte G. V. 101 sont étendus à tous les services routiers assurés par le Comité national des transports, en conséquence de la coordination du rail et de la route.

A l'Université Cat